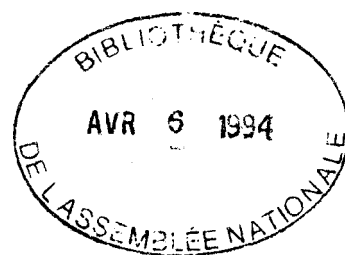


ÉTUDE DES CRÉDITS
CONSEIL DU TRÉSOR
CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS
EXERCICE FINANCIER 1993-1994



**ÉTUDE DES CRÉDITS
CONSEIL DU TRÉSOR
CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS
EXERCICE FINANCIER 1993-1994**

**ÉTUDE DES CRÉDITS
1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR**

TABLE DES MATIÈRES

SECTION I - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.- Budget global 1993-1994, description du programme et des éléments	3
2.- Membres du Conseil du trésor et son Secrétariat	5

SECTION II - BUDGET DÉTAILLÉ

1.- Comparatif du budget et des effectifs 1993-1994 par rapport à l'exercice 1992-1993 au global par élément	6
Comparatif du budget 1993-1994 par rapport au budget 1992-1993 par élément de programme	7
2.- Comparatif du budget 1993-1994 par rapport au budget 1992-1993 par catégorie de dépenses au niveau du programme	8
- explications des principaux écarts	9
3.- Comparatif du budget 1993-1994 par rapport au budget 1992-1993 par catégorie de dépenses pour l'élément 01	10
- explications des principaux écarts	11
4.- Comparatif du budget 1993-1994 par rapport au budget 1992-1993 par catégorie de dépenses pour l'élément 02	12
- explications des principaux écarts	13
5.- Comparatif du budget 1993-1994 par rapport au budget 1992-1993 par catégorie de dépenses pour l'élément 03	14
- explications des principaux écarts	15
6.- Comparatif du budget 1993-1994 par rapport au budget 1992-1993 par catégorie de dépenses pour l'élément 04	16
- explications des principaux écarts	17

SECTION I - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

**ÉTUDE DES CRÉDITS
1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR**

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. BUDGET GLOBAL 1993-1994. DESCRIPTION DU PROGRAMME ET DES ÉLÉMENTS

Les crédits demandés par le Conseil du trésor pour l'année financière 1993-1994 s'élèvent à 24 287,200 \$ dont 24 277,600 \$ en crédits votés et 9 600 \$ en crédits permanents et sont regroupés sous le programme "Gestion budgétaire et politiques administratives". Ce programme vise à établir les politiques générales de gestion des ressources humaines, à déterminer l'allocation des ressources humaines, matérielles et financières conformément aux priorités du Gouvernement et à veiller à ce que les ministères et les organismes qui en dépendent les utilisent efficacement dans l'exécution de leurs programmes. Ces crédits sont répartis en quatre éléments:

Élément 01 -	Politiques budgétaires	3 967,300 \$
Élément 02 -	Politiques de gestion	2 533,100 \$
Élément 03 -	Politiques de personnel et relations de travail	8 348,500 \$
Élément 04 -	Soutien administratif et technique	9 438,300 \$

Les activités de l'élément 01 consistent à préparer les prévisions budgétaires du Gouvernement, à suivre l'exécution du budget et à évaluer les implications financières des projets et des programmes d'activités des ministères et des organismes.

Les activités de l'élément 02 concernent les responsabilités du Conseil à l'égard de la gestion de l'information et des technologies de l'information, de la gestion des biens et services et de la gestion financière et de contrôle des effectifs. Les services impliqués ont également pour préoccupation le développement des politiques de gestion visant une meilleure utilisation des ressources financières et matérielles.

Les activités de l'élément 03 visent à établir les politiques générales de gestion de personnel concernant l'utilisation des ressources humaines, l'accès à l'égalité en emploi, la santé et la sécurité du travail, la rémunération et les conditions de travail. Elles consistent également à négocier les conventions collectives dans la fonction publique et à déterminer les mandats de négociation dans les réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

Les activités de l'élément 04 regroupent les responsabilités du Cabinet du ministre, du bureau du Secrétaire, du Greffe et de la Direction générale de l'administration. Le Greffe reçoit les demandes et les mémoires transmis au Conseil et, après en avoir vérifié la recevabilité, en assure la distribution et le suivi. Il prépare l'ordre du jour des séances du Conseil, consigne les décisions qui y sont prises et les fait connaître à qui de droit. Il assure la publication et la mise à jour du Recueil des politiques de gestion des ressources humaines et le Répertoire des politiques administratives. La Direction générale de l'administration s'occupe de la régie interne des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles du Conseil du trésor et de son Secrétariat.

2. COMPARAISON GLOBALE DES CRÉDITS 1993-1994 PAR RAPPORT AUX CRÉDITS 1992-1993

Les crédits modifiés pour l'année financière 1992-1993, au montant de 24 312,300 \$ passent à 24 287,200 \$ en 1993-1994, soit une réduction de 0,1% par rapport aux crédits 1992-1993.

Cette diminution du budget est attribuable à la réduction du budget de la supercatégorie de "Fonctionnement-autres dépenses" de 6,5% et du budget de la supercatégorie de "Capital-autres dépenses" de 73,7%. Par ailleurs le budget de la supercatégorie "Fonctionnement-personnel" a été haussé de 4,7%.

La réduction du budget de la supercatégorie "Fonctionnement-autres dépenses" est due principalement à la baisse des crédits prévus pour les contrats de services et l'achat de biens en informatique ainsi qu'à la réduction des coûts des loyers. Les autres catégories de dépenses ont également été réduites dans l'ensemble.

La baisse du budget de la supercatégorie "Fonctionnement-capital" provient de la diminution des crédits prévus pour l'acquisition de biens de plus de 1 000,00 \$ relatifs aux technologies de l'information.

L'augmentation du budget de la supercatégorie "Fonctionnement-personnel" s'explique par la dotation des postes additionnels autorisés dans le Secteur des politiques de personnel et des relations de travail au cours de l'année financière 1992-1993. Le secteur a également fait l'objet de transfert de postes et crédits en provenance de ministères et organismes. Par ailleurs, six postes vacants ont été abolis dans le secteur.

3. RESSOURCES HUMAINES

La structure organisationnelle du Secrétariat du Conseil du trésor est demeurée essentiellement la même au cours de l'année financière 1992-1993. Conformément aux volontés gouvernementales, le Secrétariat réduit ses effectifs pour l'année financière 1993-1994 et ce, dans une proportion de 5,4%. L'effectif total a été compressé de 353 É.T.C. (équivalent temps complet) à 334 É.T.C. pour une réduction de 19 É.T.C. L'enveloppe de postes du personnel d'encadrement a été réduite de 7%, ce qui représente une compression de 4 postes de cadre.

**ÉTUDE DES CRÉDITS
1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR**

MEMBRES DU CONSEIL DU TRÉSOR

Monsieur Daniel Johnson, président
Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique

Madame Monique Gagnon-Tremblay, vice présidente
Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration

Monsieur André Bourbeau
Ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle

Monsieur Robert Dutil
Ministre des Approvisionnements et Services

Monsieur Gérard Tremblay
Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DATE DE NOMINATION

SECRÉTAIRE	MONSIEUR ANDRÉ DICAIRE	92.08.17
SECRÉTAIRE ASSOCIÉ AUX POLITIQUES DE PERSONNEL ET AUX RELATIONS DE TRAVAIL	MONSIEUR JEAN-FRANÇOIS MUNN	91.11.04
SECRÉTAIRE ADJOINT AUX POLITIQUES BUDGÉTAIRES	VACANT	
SECRÉTAIRE ADJOINT AUX POLITIQUES DE PERSONNEL	MONSIEUR JACQUES S. ROY	91.01.16
SECRÉTAIRE ADJOINT AUX POLITIQUES DE GESTION	MONSIEUR BRUNO GRÉGOIRE	86.04.30

SECTION II - BUDGET DÉTAILLÉ

PROGRAMME 01: GESTION BUDGÉTAIRE ET POLITIQUES ADMINISTRATIVES
(EN MILLIERS DE \$)

COMPARATIF DES CRÉDITS 1993-1994 PAR RAPPORT À 1992-1993				
PROGRAMME	EXERCICE FINANCIER		ÉCART	
	1993-1994	1992-1993	\$	%
01 - Gestion budgétaire et politiques administratives	24 287,2	24 312,3	(25,1)	(0,1)

COMPARATIF DES EFFECTIFS 1993-1994 PAR RAPPORT À 1992-1993				
PROGRAMME	EXERCICE FINANCIER		ÉCART	
	1993-1994	1992-1993	NOMBRE	%
01 - Gestion budgétaire et politiques administratives	334	353	(19)	(5,4)

COMPARATIF DU BUDGET 1993-1994

PAR RAPPORT AU BUDGET 1992-1993

PAR ÉLÉMENT DE PROGRAMME

(EN MILLIERS DE \$)

ÉLÉMENTS	BUDGET 1993-1994	BUDGET 1992-1993	ÉCARTS	
			\$	%
01 – Politiques budgétaires	3 967,3	4 008,8	(41,5)	(1,0)
02 – Politiques de gestion	2 533,1	2 917,3	(384,2)	(13,2)
03 – Politiques de personnel et des relations de travail	8 348,5	7 062,1	1 286,4	18,2
04 – Soutien administratif et technique	9 438,3	10 324,1	(885,8)	(8,6)
TOTAL DES CRÉDITS	24 287,2	24 312,3	(25,1)	(0,1)

COMPARATIF DU BUDGET 1993-1994 PAR RAPPORT
AU BUDGET 1992-1993 PAR CATÉGORIE DE
DÉPENSES POUR LE PROGRAMME - 01
(EN MILLIERS DE \$)

CATÉGORIES	CRÉDITS		CRÉDITS		ÉCARTS	
	1993-1994	%	1992-1993	%	\$	%
FONCTIONNEMENT - PERSONNEL						
01 - Traitements réguliers	17 420,9	71,7	16 627,3	68,4	793,6	4,8
02 - Autres rémunérations	0,0	0,0	11,7	0,1	(11,7)	(100,0)
Sous-total	17 420,9	71,7	16 639,0	68,5	781,9	4,7
FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES						
03 - Communications	639,1	2,6	681,9	2,8	(42,8)	(6,3)
03 - Permanents (1)	9,6	0,1	9,6	0,1	0,0	0,0
04 - Services	1 665,9	6,9	1 961,8	8,1	(295,9)	(15,1)
05 - Entretien	231,4	0,9	152,3	0,6	79,1	51,9
06 - Loyer	3 731,2	15,4	3 751,2	15,4	(20,0)	(0,5)
07 - Fourniture	412,5	1,7	425,3	1,7	(12,8)	(3,0)
08 - Équipement	52,0	0,2	181,9	0,7	(129,9)	(71,4)
11 - Autres dépenses	2,0	0,0	46,0	0,2	(44,0)	(95,7)
Sous-total	6 743,7	27,8	7 210,0	29,6	(466,3)	(6,5)
CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						
08 - Équipement	121,6	0,5	462,3	1,9	(340,7)	(73,7)
TRANSFERT						
10 - Subvention	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRETS, PLACEMENTS ET AVANCES						
13 - Prêts, placements et avances	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	24 287,2	100,0	24 312,3	100,0	(25,1)	(0,1)
EFFECTIFS TOTAUX	334		353		(19)	(5,4)

(1) Crédits permanents, réf. : élément 04

EXPLICATIONS DES PRINCIPAUX ÉCARTS BUDGÉTAIRES

(EN MILLIERS DE \$)

PROGRAMME 01: GESTION BUDGÉTAIRE ET POLITIQUES ADMINISTRATIVES

CATÉGORIE DE DÉPENSES	EXPLICATIONS DES ÉCARTS BUDGÉTAIRES
<u>FONCTIONNEMENT - PERSONNEL</u>	<u>Fonctionnement - personnel</u>
781,9	L'augmentation du budget de la super-catégorie "Fonctionnement-personnel" s'explique par la dotation des postes additionnels autorisés dans le Secteur des politiques de personnel et des relations de travail au cours de l'année financière 1992-1993. Le secteur a également fait l'objet de transfert de postes et crédits en provenance de ministères et organismes. Par ailleurs, six postes vacants ont été abolis dans le secteur
<u>FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES</u>	<u>Fonctionnement - autres dépenses</u>
(466,3)	La réduction du budget de la super-catégorie "Fonctionnement-autres dépenses" est due principalement à la baisse des crédits prévus pour les contrats de services, l'achat de biens en informatique ainsi que la réduction du coût des loyers. Les autres catégories de dépenses ont également été réduites dans l'ensemble
<u>CAPITAL - AUTRES DÉPENSES</u>	<u>Capital - autres dépenses</u>
(340,7)	La baisse du budget de la super-catégorie "Fonctionnement-capital" provient de la diminution des crédits prévus pour l'acquisition de biens de plus de 1 000,00 \$ relatifs aux technologies de l'information

COMPARATIF DU BUDGET 1993-1994 PAR RAPPORT
AU BUDGET 1992-1993 PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
AU NIVEAU DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME

(EN MILLIERS DE \$)

ÉLÉMENT 01 – POLITIQUES BUDGÉTAIRES

CATÉGORIES DE DÉPENSES	CRÉDITS		ÉCARTS	
	1993-1994	1992-1993	\$	%
FONCTIONNEMENT – PERSONNEL				
01 – Traitements réguliers	3 867,3	3 909,0	(41,7)	(1,1)
02 – Autres rémunérations	0,0	1,5	(1,5)	(100,0)
Sous-total	3 867,3	3 910,5	(43,2)	(1,1)
FONCTIONNEMENT – AUTRES DÉPENSES				
03 – Communications	37,5	32,1	5,4	16,8
03 – Permanents (1)	0,0	0,0	0,0	0,0
04 – Services	7,0	60,5	(53,5)	(88,4)
05 – Entretien	0,0	2,1	(2,1)	(100,0)
06 – Loyer	12,0	0,0	12,0	100,0
07 – Fourniture	43,5	10,7	32,8	306,5
08 – Équipement	0,0	14,9	(14,9)	(100,0)
11 – Autres dépenses	0,0	1,0	(1,0)	(100,0)
Sous-total	100,0	121,3	(21,3)	(17,6)
CAPITAL- AUTRES DÉPENSES				
08 – Équipement	0,0	0,0	0,0	0,0
TRANSFERT				
10 – Subvention	0,0	0,0	0,0	0,0
PRETS, PLACEMENTS ET AVANCES				
13 – Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DE L'ÉLÉMENT	3 967,3	4 031,8	(64,5)	(1,6)
EFFECTIFS	70	74	(4,0)	(5,4)

(1) Crédits permanents, réf. : élément 04

EXPLICATIONS DES PRINCIPAUX ÉCARTS BUDGÉTAIRES

(EN MILLIERS DE \$)

ÉLÉMENT 01 : POLITIQUES BUDGÉTAIRES

CATÉGORIE DE DÉPENSES	EXPLICATIONS DES ÉCARTS BUDGÉTAIRES
<u>FONCTIONNEMENT - PERSONNEL</u>	<u>Fonctionnement - personnel régulier</u>
01 - Traitements réguliers (43,2)	L'écart de (43,2) résulte des variations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Compression de 4 effectifs dont deux postes vacants, un régulier et un autre qui sera mis en disponibilité - Ajustements réguliers des salaires, tels : primes et systèmes
<u>FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES</u> (21,3)	<u>Fonctionnement - autres dépenses</u> La réduction résulte de l'application des diverses compressions budgétaires demandées pour l'atteinte de l'enveloppe finale des crédits 1993-1994

COMPARATIF DU BUDGET 1993-1994 PAR RAPPORT
AU BUDGET 1992-1993 PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
AU NIVEAU DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME

(EN MILLIERS DE \$)

ÉLÉMENT 02 – POLITIQUES DE GESTION

CATÉGORIES DE DÉPENSES	CRÉDITS		ÉCARTS	
	1993-1994	1992-1993	\$	%
FONCTIONNEMENT – PERSONNEL				
01 – Traitements réguliers	2 435,7	2 490,1	(54,4)	(2,2)
02 – Autres rémunérations	0,0	1,4	(1,4)	(100,0)
Sous-total	2 435,7	2 491,5	(55,8)	(2,2)
FONCTIONNEMENT – AUTRES DÉPENSES				
03 – Communications	17,1	25,9	(8,8)	(34,0)
03 – Permanents (1)	0	0	0,0	0,0
04 – Services	55,8	254,3	(198,5)	(78,1)
05 – Entretien	0,0	6,0	(6,0)	(100,0)
06 – Loyer	6,0	0,0	6,0	100,0
07 – Fourniture	18,5	11,0	7,5	68,2
08 – Équipement	0,0	9,0	(9,0)	(100,0)
11 – Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-total	97,4	306,2	(208,8)	(68,2)
CAPITAL- AUTRES DÉPENSES				
08 – Équipement	0,0	6,3	(6,3)	(100,0)
TRANSFERT				
10 – Subvention	0,0	0,0	0,0	0,0
PRETS, PLACEMENTS ET AVANCES				
13 – Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DE L'ÉLÉMENT	2 533,1	2 804,0	(270,9)	(9,7)
EFFECTIFS	43	45	(2)	(4,4)

(1) Crédits permanents, réf. : élément 04

EXPLICATIONS DES PRINCIPAUX ÉCARTS BUDGÉTAIRES

(EN MILLIERS DE \$)

ÉLÉMENT 02: POLITIQUES DE GESTION

CATÉGORIE DE DÉPENSES	EXPLICATIONS DES ÉCARTS BUDGÉTAIRES
<u>FONCTIONNEMENT - PERSONNEL</u>	<u>Fonctionnement - personnel régulier</u>
01 - Traitements réguliers (55,8)	L'écart de (55,8) résulte des variations suivantes: <ul style="list-style-type: none"> - Compression de deux effectifs dont 1 poste vacant et un poste régulier - Ajustements réguliers des salaires, tels : primes et systèmes
<u>FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES</u> (208,8)	<u>Fonctionnement - autres dépenses</u> L'écart résulte principalement d'une baisse des crédits de 198,5 alloués pour des contrats de services relatifs à l'informatique ainsi que de l'application des diverses compressions budgétaires demandées pour l'atteinte de l'enveloppe finale des crédits 1993-1994

COMPARATIF DU BUDGET 1993-1994 PAR RAPPORT
AU BUDGET 1992-1993 PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
AU NIVEAU DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME

(EN MILLIERS DE \$)

ÉLÉMENT 03 - POLITIQUES DE PERSONNEL ET DES RELATIONS DE TRAVAIL

CATÉGORIES DE DÉPENSES	CRÉDITS		ÉCARTS	
	1993-1994	1992-1993	\$	%
FONCTIONNEMENT - PERSONNEL				
01 - Traitements réguliers	7 268,7	6 334,1	934,6	14,8
02 - Autres rémunérations	0,0	3,5	(3,5)	(100,0)
Sous-total	7 268,7	6 337,6	931,1	14,7
FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES				
03 - Communications	162,5	237,0	(74,5)	(31,4)
03 - Permanents (1)	0,0	0,0	0,0	0,0
04 - Services	901,3	417,5	483,8	115,9
05 - Entretien	0,0	1,0	(1,0)	(100,0)
06 - Loyer	0,0	0,0	0,0	0,0
07 - Fourniture	16,0	34,2	(18,2)	(53,2)
08 - Équipement	0,0	42,2	(42,2)	(100,0)
11 - Autres dépenses	0,0	3,0	(3,0)	(100,0)
Sous-total	1 079,8	734,9	344,9	46,9
CAPITAL- AUTRES DÉPENSES				
08 - Équipement	0,0	0,0	0,0	0,0
TRANSFERT				
10 - Subvention	0,0	0,0	0,0	0,0
PRETS, PLACEMENTS ET AVANCES				
13 - Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DE L'ÉLÉMENT	8 348,5	7 072,5	1 276,0	18,0
EFFECTIFS	152	158	(6)	(3,8)

(1) Crédits permanents, réf. : élément 04

EXPLICATIONS DES PRINCIPAUX ÉCARTS BUDGÉTAIRES

(EN MILLIERS DE \$)

ÉLÉMENT 03 : POLITIQUES DE PERSONNEL ET DES RELATIONS DE TRAVAIL

CATÉGORIE DE DÉPENSES	EXPLICATIONS DES ÉCARTS BUDGÉTAIRES
<u>FONCTIONNEMENT - PERSONNEL</u>	<u>Fonctionnement - personnel régulier</u>
01 - Traitements réguliers 931,1	L'augmentation résulte principalement de la dotation des postes additionnels autorisés dans le Secteur des politiques de personnel et des relations de travail au cours de l'année 1992-1993. Le secteur a également fait l'objet de transfert de postes et crédits en provenance de ministères et organismes. Par ailleurs, six postes vacants ont été abolis dans le secteur
<u>FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES</u>	<u>Fonctionnement - autres dépenses</u>
344,9	L'augmentation résulte principalement du budget relatif au renouvellement des conventions collectives de travail.

COMPARATIF DU BUDGET 1993-1994 PAR RAPPORT
AU BUDGET 1992-1993 PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
AU NIVEAU DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME

(EN MILLIERS DE \$)

ÉLÉMENT 04 – SOUTIEN ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

CATÉGORIES DE DÉPENSES	CRÉDITS		ÉCARTS	
	1993-1994	1992-1993	\$	%
FONCTIONNEMENT – PERSONNEL				
01 – Traitements réguliers	3 849,2	3 894,1	(44,9)	(1,2)
02 – Autres rémunérations	0,0	5,3	(5,3)	(100,0)
Sous-total	3 849,2	3 899,4	(50,2)	(1,3)
FONCTIONNEMENT – AUTRES DÉPENSES				
03 – Communications	422,0	386,9	35,1	9,1
03 – Permanents (1)	9,6	9,6	0,0	0,0
04 – Services	701,8	1 229,5	(527,7)	(42,9)
05 – Entretien	231,4	143,2	88,2	61,6
06 – Loyer	3 713,2	3 751,2	(38,0)	(1,0)
07 – Fourniture	334,5	369,4	(34,9)	(9,4)
08 – Équipement	52,0	115,8	(63,8)	(55,1)
11 – Autres dépenses	2,0	42,0	(40,0)	(95,2)
Sous-total	5 466,5	6 047,6	(581,1)	(9,6)
CAPITAL- AUTRES DÉPENSES				
08 – Équipement	121,6	456,0	(334,4)	(73,3)
TRANSFERT				
10 – Subvention	0,0	0,0	0,0	0,0
PRETS, PLACEMENTS ET AVANCES				
13 – Prêts, placements et avances	1,0	1,0	0,0	0,0
TOTAL DE L'ÉLÉMENT	9 438,3	10 404,0	(965,7)	(9,3)
EFFECTIFS	69	76	(7)	(9,2)

(1) Crédits permanents, réf. : élément 04

EXPLICATIONS DES PRINCIPAUX ÉCARTS BUDGÉTAIRES

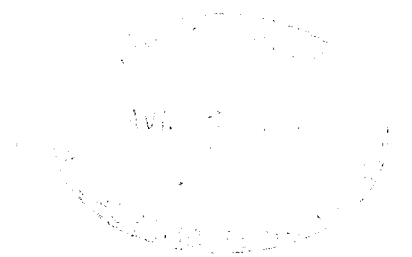
(EN MILLIERS DE \$)

ÉLÉMENT 04 : SOUTIEN ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

CATÉGORIE DE DÉPENSES	EXPLICATIONS DES ÉCARTS BUDGÉTAIRES
<u>FONCTIONNEMENT - PERSONNEL</u>	<u>Fonctionnement - personnel régulier</u>
01 - Traitements réguliers (50,2)	L'écart de (50,2) résulte des variations suivantes : - Compression de postes dont quatre postes vacants, une mise en disponibilité et deux postes à éliminer suite à la fusion du Service des ressources matérielles du Conseil du trésor et du Conseil exécutif
<u>FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES</u> (581,1)	<u>Fonctionnement - autres dépenses</u> La réduction du budget de la super-catégorie est due principalement à la baisse des crédits prévus pour les contrats de services et l'achat de biens informatique ainsi que la diminution du coût des loyers Également, il y a eu d'autres compressions budgétaires pour l'atteinte de l'enveloppe finale 1993-1994
<u>CAPITAL - AUTRES DÉPENSES</u> (334,4)	<u>Capital - autres dépenses</u> La baisse du budget provient de la diminution des crédits prévus pour l'acquisition de biens relatifs aux technologies de l'information

IV.

**ÉTUDE DES CRÉDITS
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
EXERCICE FINANCIER 1993-1994**



**ÉTUDE DES CRÉDITS
1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR**

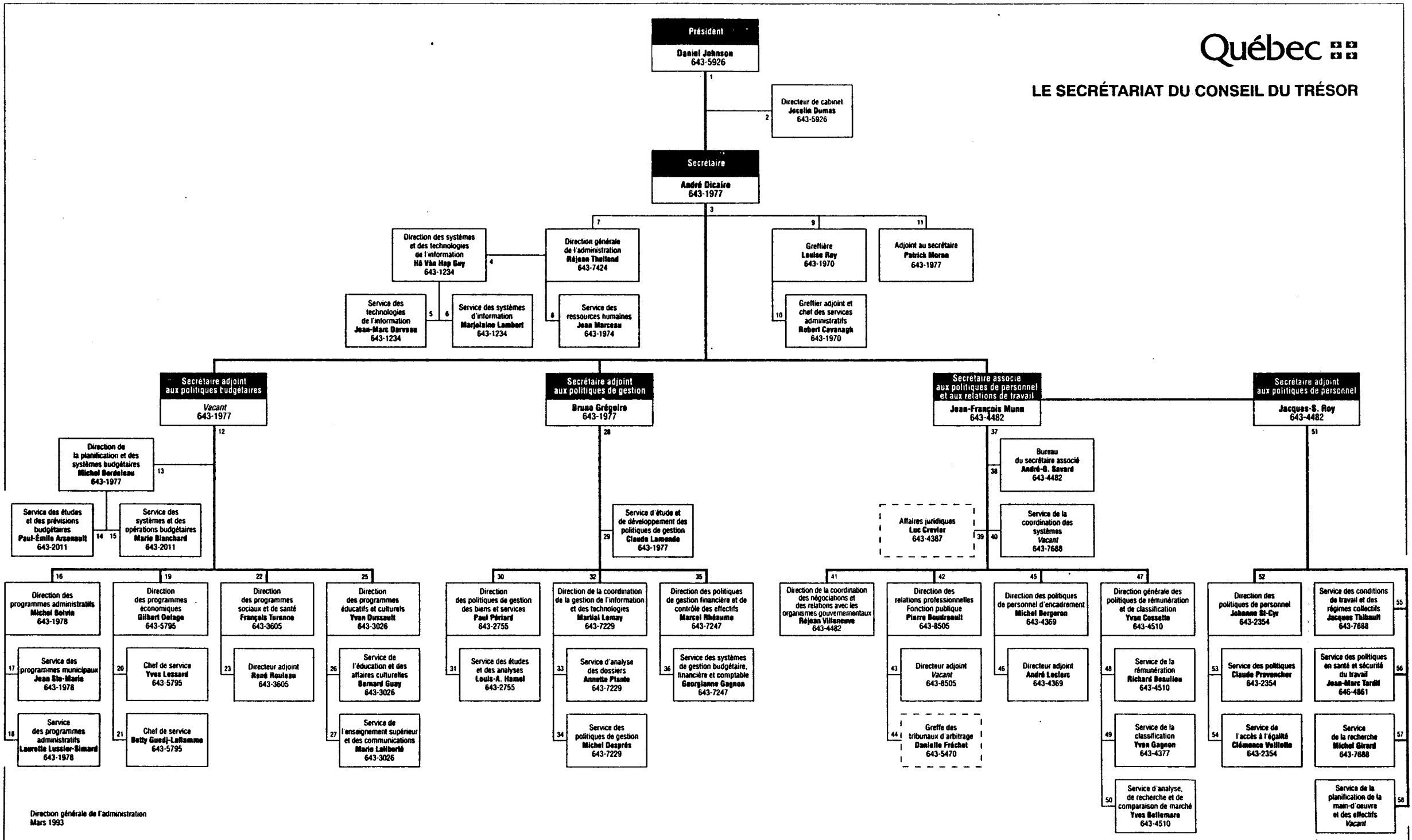
**LISTE DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle adressées à tous les ministères et organismes gouvernementaux

- 1.- Organigramme du ministère ou de l'organisme
- 2.- Liste des publications régulières du ministère ou de l'organisme :
 - tirage
 - coût
 - distribution
 - imprimeur
 - copie du dernier numéro
- 3.- Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1992 :
 - endroit et date
 - but
 - coût
 - noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés
 - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés
- 4.- Liste des dépenses en publicité :
 - les sommes dépensées pour l'exercice financier 1992-1993 et les prévisions pour 1993-1994
 - ventilation des dépenses par type de média
- 5.- Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1992-1993 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :
 - liste et coût
 - copie du questionnaire et du résultat
- 6.- Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1^{er} avril 1992 au 31 mars 1993 en indiquant :
 - le nom du professionnel ou de la professionnelle ou de la firme
 - l'objet
 - le coût
- 7.- Le montant pour l'année 1992-1993 de chacune des dépenses suivantes :
 - la photocopie
 - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie
 - remboursement des frais de transport
 - remboursement des frais d'hébergement
 - remboursement des frais de repas
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès des colloques et toutes sessions de type de perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec b) à l'extérieur du Québec

- 8.- En regard de programmes de type Air Miles, Aéroplan, Canadian Plus, etc., quel est le nombre de points-bonis, et autres ristournes du même type, ainsi que la valeur monétaire, reliés à l'utilisation de moyens de transport et de services connexes ... :
- a) qui ont été touchés
 - b) qui ont été retournés
- ... par l'utilisateur au ministère ou à l'organisme payeur en application de la directive du Conseil du trésor
- 9.- Pour chacun des ministères et organismes public et parapublic sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée par l'employeur, sont membres de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres), et à quelle somme s'élève le montant global payé par ces cotisations?
- quel est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs (en indiquant le nom des clubs)?
- 10.- Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 1992-1993
- 11.- Mise à part la Société immobilière du Québec, la liste des firmes en 1992-1993 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :
- l'emplacement de la location
 - la superficie du local loué
 - le coût de location au mètre carré
 - le coût total de ladite location
 - la durée du bail
- 12.- La liste des contrats attribués en 1992-1993 à des firmes de communication ou de relations publiques en indiquant :
- l'objet
 - la durée
 - le coût
- 13.- La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour chacun des exercices financiers 1992-1993 en indiquant :
- a) la tarification pour chacun des droits et permis perçus
 - b) le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés
 - c) pour l'année 1993-1994, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés
- 14.- a) Liste du personnel du cabinet et de la suite sous-ministérielle en 1992-1993 en indiquant pour chaque individu :
- la date de l'entrée en fonction
 - la date du départ, s'il y a lieu
 - le titre de la fonction
 - le port d'attache
 - la classification
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés
- b) Le montant total des salaires et honoraires versés par le cabinet pour l'exercice 1992-1993
- c) Le nombre total d'employés et employées au cabinet

- 15.- Listes des contrats donnés en 1992-1993 à même le budget discrétionnaire du Cabinet du ministre en indiquant :
 - le nom de l'organisme ou de la personne concerné
 - le coût
 - l'objet
- 16.- Liste des crédits périmés par programme et par élément pour l'exercice 1992-1993
- 17.- La ventilation détaillée des transferts obtenus du gouvernement fédéral en 1992-1993 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention
- 18.- Liste des subventions versées à même le budget discrétionnaire du ministère pour l'année 1992-1993



ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME				
PUBLICATIONS	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMERIE
<u>Budget 1992-1993</u>				(Soumissions M.A.S.)
Estimates	350	5 181 \$	Pour toutes les publica- tions:	Imprimerie Provinciale
Crédits supplémentaires # 1	1 650	1 751 \$	Assemblée nationale	Imprimerie Laurentide
Supplementary Estimates # 1	350	1 042 \$	Ministères et organismes	Imprimerie Laurentide
Crédits supplémentaires # 2	1 600	1 500 \$	Tribune de la presse	Imprimerie Laurentide
Supplementary Estimates # 2	400	943 \$		Imprimerie Laurentide
<u>Budget 1993-1994</u>				
Crédits	2 000	À venir		Reproduction de Québec
Renseignements supplémen- taires	2 000	À venir		Reproduction de Québec
Additional Information	450	À venir		Reproduction de Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1 ^{er} AVRIL 1992 AU 31 MARS 1993					
ENDROIT	DATE	BUT DU VOYAGE	NOM	TITRE	COÛT
New York	92-04-27 au 92-04-30	Conférence "Work-family Issues and the Work Ethic"	Jacques-s. Roy	Secrétaire adjoint	1 998,75 \$
Ontario	92-05-31 au 92-06-19	Session de formation à l'Université Queen (Kingston)	Marcel Rhéaume	Directeur	10 399,86 \$
Calgary	92-06-24 au 92-06-26	Réunion annuelle du "Canadian Compensation Association"	Yvan Cossette	Directeur	1 553,93 \$
Australie (Sydney)	92-08-28 au 92-09-10	9 ^e Congrès mondial de l'Association internationale des relations professionnelles	Jean-F. Munn	Secrétaire associé	4 833,45 \$
Allemagne (Berlin)	92-08-29 au 92-09-05	3 ^e Conférence internationale "Work with Display Unit"	Serge Fortin	Analyste	3 306,78 \$
France (Paris)	92-09-30 au 92-10-10	Développer une expertise du management stratégique de l'information et des technologies de l'information au sein des administrations publiques Participer au 2 ^e Séminaire franco-qubécois sur les technologies de l'information	Martial Lemay	Directeur	1 574,97 \$
Nouveau-Brunswick	92-10-05 au 92-10-09	Colloque intergouvernemental "Classification, rémunération et négociation collective"	Yves Bellemare Pierre Boudreault	Chef de service Directeur	1 093,16 \$ 1 121,22 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1 ^{er} AVRIL 1992 AU 31 MARS 1993					
ENDROIT	DATE	BUT DU VOYAGE	NOM	TITRE	COÛT
Toronto	92-10-14 au 92-10-15	Planification salariale avec 70 employeurs importants C.C.A. "Advisory Council Meeting"	Yvan Cossette	Directeur	246,40 \$
Toronto	92-10-19 au 92-10-20	Travaux du "Council of Industrial Relations Executives"	Jacques-S. Roy	Secrétaire adjoint	807,85 \$
Ottawa	92-10-22 au 92-10-22	Séminaire technique sur les prévisions économiques	Marcel Lapointe	Analyste	466,23 \$
Ottawa	92-10-28 au 92-10-28	Conférence "Habilités pour atteindre la qualité totale"	Yvan Gagnon	Directeur	614,61 \$
Toronto	92-11-13 au 92-11-14	Conférence groupe d'intérêt "Environmental Management Accounting and Reporting"	Benoît Boivin	Analyste	195,00 \$
Ottawa	93-02-03 au 93-02-05	Rencontre sur le renouvellement de la fonction publique du Canada "Fonction publique 2000"	Patrick Moran	Directeur	796,16 \$
Ottawa	93-02-03 au 93-02-04	Rencontre avec les représentants du Conseil du trésor	André G. Savard	Directeur	408 ,47 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ		
TYPE DE MÉDIA	DÉPENSES 1992-1993	PRÉVISIONS 1993-1994
MÉDIAS ÉCRITS		
<u>Publicité obligatoire</u>		
Appel de candidatures	7 000 \$	7 000 \$
Appel d'offres de service	0 \$	16 000 \$
<u>Publicité par mandat</u>		
Accès à l'égalité : communautés culturelles	7 500 \$	0 \$
	14 500 \$	23 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES SONDAGES EFFECTUÉS DURANT L'EXERCICE 1992-1993 À LA DEMANDE DES MINISTÈRES, ORGANISMES, SOCIÉTÉS, RÉGIES ET COMMISSIONS QUI S'Y RATTACHENT	COÛT
<p>Au cours de l'exercice financier 1992-1993 aucun sondage n'a été effectué par ou à la demande du Secrétariat du Conseil du trésor</p>	Nil

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 6

PAGE 1

LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS DU 1 ^{er} AVRIL 1992 AU 31 MARS 1993			
IDENTIFICATION	OBJET DU MANDAT	COÛT AU 93-02-19	MONTANT DE L'ENGAGEMENT
<u>Élément 01</u>			
Les services de traduction Roger Ryan inc. (1200) 30-241412-09	Modifications au Livre des crédits 1992-1993	291,00 \$	291,00 \$
Imprimerie Laurentide inc. (1200) 15-781877-00	Budget 1992-1993/Crédits supplémentaires no. 2 - 1 600 exemplaires - français Budget 1992-1993/Crédits supplémentaires no. 2 - 400 exemplaires - anglais	2 443,00 \$	2 443,00 \$
Imprimerie Laurentide inc. (1200) 15-781842-00	Impressions Budget 1992-1993/Crédits supplémentaires no. 1 - 1 650 exemplaires français Impressions Budget 1992-1993/Crédits supplémentaires no. 1 - anglais	2 793,20 \$	2 793,20 \$
Imprimerie Provinciale inc. (1200) 02-179460-02	350 volumes "Estimates-anglais" 1992-1993	5 181,60 \$	5 181,60 \$
<u>Élément 02</u>			
Association des juristes de l'État (2401) 30-241424-11	Participation à 50 % du Conseil du trésor pour des travaux d'analyse actuarielle effectués de façon paritaire dans le cadre du comité conjoint sur les assurances collectives	7 500,00 \$	7 500,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS DU 1 ^{ER} AVRIL 1992 AU 31 MARS 1993			
IDENTIFICATION	OBJET DU MANDAT	COÛT AU 93-02-19	MONTANT DE L'ENGAGEMENT
Le Cefrio (2401) 30-241424-11	Requérir l'expertise de chercheurs sur les questions relatives à l'estimation et à l'évaluation des coûts associés à la gestion de l'information et aux technologies de l'information dans le secteur public	4 000,00 \$	4 000,00 \$
<u>Élément 03</u>			
Arbitres de griefs (3300) 02-178979-01	Entendre et disposer des griefs soumis à l'arbitrage par les différents syndicats du secteur fonction publique		160 000,00 \$ *
Arbitrabec ltée	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	800,00 \$ *	
Arbitrage J.-P. Lussier	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	800,00 \$ *	
Arbitrage Marc Boisvert	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	2 068,30 \$ *	
Bolduc, Michel	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	5 379,93 \$ *	
Caron, Robert	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	2 104,25 \$ *	
Desnoyers, Gilles	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	7 560,00 \$ *	
Ferland, Gilles	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	4 280,00 \$ *	
Fortier, Diane	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	3 218,80 \$ *	
Fortier, François G.	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	2 640,00 \$ *	
Gagnon, Huguette	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	7 458,38 \$ *	

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 6

PAGE 3

LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS DU 1 ^{er} AVRIL 1992 AU 31 MARS 1993			
IDENTIFICATION	OBJET DU MANDAT	COÛT AU 93-02-19	MONTANT DE L'ENGAGEMENT
Gauthier Montplaisir, Fran- cine	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	2 515,60 \$ *	
Gauvin, Jean	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	5 447,04 \$ *	
Leblanc, Pierre	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	8 241,48 \$ *	
Ménard, Jean-Guy	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	5 039,66 \$ *	
Morin, Marcel	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	13 973,15 \$ *	
Ross, Claudette	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	4 668,51 \$ *	
S.M.A. Gilles Lavoie inc.	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	12 560,48 \$ *	
Tousignant, Lise	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	3 553,15 \$ *	
Tremblay, Denis	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	10 344,14 \$ *	
Tremblay, Jean-Pierre	Arbitrage de griefs inscrits par différents syndicats	6 030,47 \$ *	
Boisjoly, Bédard et as- sociés	Notes sténographiques - Réf. : Auditions 15, 16 et 17 janvier 1992 au 5 mars 1992 dans le dossier A.P.I.G.Q.	2 128,00 \$ *	
	Notes sténographiques - Réf. : Arbitrage du S.P.G.Q. sur les primes de niveau plus élevé	771,22 \$ *	
Banville, Ludger	Prise et transcription de notes sténographiques - Tribunal d'arbitrage	116,00 \$ *	

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 6

PAGE 4

LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS DU 1 ^{er} AVRIL 1992 AU 31 MARS 1993			
IDENTIFICATION	OBJET DU MANDAT	COÛT AU 93-02-19	MONTANT DE L'ENGAGEMENT
* Représente un engagement total de 16 000,00 \$ relatif aux dépenses identifiées par l'astérisque en vertu du C.T. 179879			
Aznar Armando (3300) 30-240473-01	Rédiger une opinion juridique dans le dossier concernant le plan d'assurance collective de l'Association des juristes de l'État et l'Association des substituts du Procureur général	1 616,64 \$	5 000,00 \$
Brière, Jules (3100) 30-240449-10	Agir comme conseiller spécial en matière de législation sur les relations de travail notamment pour les activités reliées à la prolongation des conventions collectives dans les secteurs public, parapublic et les organismes gouvernementaux	12 893,24 \$	16 000,00 \$
Fonds du Bureau de la statistique du Québec (3400) 30-241434-01	Produire une liste des entreprises de la province de Québec ayant 500 employés et plus	425,32 \$	425,32 \$
Fonds du Bureau de la statistique du Québec (3500) 30-241435-01	Mise à jour des indemnités de déplacement visées par la directive 5-74 en date du 1 ^{er} avril 1992 en utilisant la méthodologie présentement acceptée par les syndicats et associations d'employés	5 000,00 \$	5 000,00 \$
Fonds des moyens de communication (3100) 30-241431-01 (3300) 30-241433-01	Services de traduction : Questionnaire d'analyse d'emploi supérieur Services de traduction : Rapport synthèse en vue de l'atelier intergouvernemental sur la classification, la rémunération et les relations de travail	238,08 \$ 831,30 \$	238,08 \$ 831,30 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 6

PAGE 5

LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS DU 1 ^{er} AVRIL 1992 AU 31 MARS 1993			
IDENTIFICATION	OBJET DU MANDAT	COÛT AU 93-02-19	MONTANT DE L'ENGAGEMENT
Fonds des moyens de communication (3500) 30-241435-01	Enregistrement vidéo et montage d'une allocution donnée par monsieur Daniel Johnson "Le défi de l'égalité des compétences à utiliser"	700,00 \$	700,00 \$
Groupe santé médisys inc. (3500) 30-241435-01	Retenir les services professionnels de monsieur Michel Pérusse pour agir comme personne-ressource à une session ayant pour but de revoir l'orientation au sein du conseil d'administration de l'A.P.S.S.A.P. en regard au plan d'action gouvernemental décidé par le Conseil du trésor	822,07 \$	822,07 \$
Larochelle, Jacques (3300) 30-240473-02	Agir comme procureur pour le Secrétariat du Conseil du trésor dans les plaintes de l'Association professionnelle des ingénieurs du Québec faites en vertu du Code du travail et concernant "le refus de l'employeur de négocier de bonne foi"	9 955,73 \$	15 000,00 \$
Les publications du Québec (3300) 30-241433-01	Définir les modalités de l'édition et de la fabrication de la publication intitulée "Sentences arbitrales de la fonction publique, volume X, dans le cadre du Fonds les publications du Québec"	2 933,00 \$	2 933,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 6

PAGE 6

LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS DU 1 ^{er} AVRIL 1992 AU 31 MARS 1993			
IDENTIFICATION	OBJET DU MANDAT	COÛT AU 93-02-19	MONTANT DE L'ENGAGEMENT
Les publications du Québec (3300) 30-241433-01	Définir les modalités de l'édition et de la fabrication des publications intitulées : Mise à jour des Professionnels no. 2 Mise à jour des Médecins no. 3 Mise à jour des Professeurs no. 2 Mise à jour des Avocats no. 2 Mise à jour des Ouvriers no. 2 Mise à jour des Fonctionnaires no. 2	837,00 \$ 279,00 \$ 279,00 \$ 279,00 \$ 465,00 \$ 837,00 \$	837,00 \$ 279,00 \$ 279,00 \$ 279,00 \$ 465,00 \$ 837,00 \$
Towers, Perrin (3500) 30-241280-01 (3500) 02-181943-01	Actuaire - Conseil relativement à une étude concernant les avantages sociaux accordés aux personnes retraitées dans le secteur privé québécois Actuaire - Conseil relativement à une expertise actuarielle pour les fins de déterminer l'utilisation de la méthode d'évaluation actuarielle à long terme pour le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	5 235,00 \$ 3 975,00 \$	5 250,00 \$ 9 900,00 \$
N.C.R. (3600) 30-241300-01	Microfilmage de documents par la technique SOM pour la production de microfiches	0,00 \$	1 500,00 \$
Cartier photos reproduction (3400) 30-241434-01	Impression de 100 cartables fournis pour la trousse "Carrière en transition" (Partage des coûts avec O.R.H.)	299,16 \$	299,16 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS DU 1 ^{er} AVRIL 1992 AU 31 MARS 1993			
IDENTIFICATION	OBJET DU MANDAT	COÛT AU 93-02-19	MONTANT DE L'ENGAGEMENT
Centre photo-litho (3400) 30-241434-01	Vélox pour production de la trousse "Carrière en transition"	64,80 \$	64,80 \$
Composition Ste-Foy (3400) 30-241434-01	Composition, montage et prêt-à-photo du formulaire "Personnel d'encadrement en transition de carrière"	129,60 \$	129,60 \$
Formulart inc. (3600) 30-241436-01	Composition et montage de "Guide d'interprétation" des normes de classement"	202,50 \$	202,50 \$
Imprimerie Faber inc. (3400) 30-241434-01	Impression de 400 volumes "Carrière en transition" (Partage des coûts avec O.R.H.)	3 500,00 \$	3 500,00 \$
Traitex (3400) 30-241434-01	Procéder à la production d'une mise en page en édition électronique Macintosh à partir d'une disquette PCWord Perfect 5.1 incluant une sortie laser de 75 pages pour la trousse "Carrière en transition" (Partage des coûts avec O.R.H.)	1 041,25 \$	1 041,25 \$
Typoform inc. (4500) 30-241445-01	Composition, montage, corrections de l'organigramme et différents travaux de caméra	546,60 \$	546,60 \$
Typoform inc. (4500) 30-241445-01	Composition de prêt à photographier, montage et corrections d'auteur - Déménagement du Conseil du trésor	351,00 \$	351,00 \$
Imprimerie Vitray inc. (3500) 17-043561	Impressions de 6 brochures pour le Conseil du trésor	902,00 \$	902,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 6

PAGE 8

LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS DU 1 ^{er} AVRIL 1992 AU 31 MARS 1993			
IDENTIFICATION	OBJET DU MANDAT	COÛT AU 93-02-19	MONTANT DE L'ENGAGEMENT
<u>Élément 04</u>			
Archivex inc. (4600) 30-241454-40	Transport et entreposage de données informatiques	2 080,77 \$	4 900,00 \$
Caisse Chartier et associés inc. (4300) 30-241443-25	Fournir des services de rétroinformation électronique suivant les conditions négociées par le ministère des Approvisionnement et Services	3 218,18 \$	5 000,00 \$
Commission de la santé et de sécurité du travail du Québec (4600) 30-241454-52	Système de liens électroniques de la C.S.S.T.	347,35 \$	1 000,00 \$
The Conférence Board (4600) 30-241454-53	Abonnement aux services d'accès direct pour les membres associés du Conférence Board du Canada	16 071,80 \$	18 000,00 \$
Enveloppe Innova (4400) 17-853784	Apposer de la colle latex sur 14 500 enveloppes	394,84 \$	394,84 \$
Fonds des moyens de com- munication (4500) 30-241445-01	Services de traduction : Comité consultatif sur l'ac- cessibilité à la fonction publique pour les anglo- phones	819,40 \$	819,40 \$
Fonds des services infor- matiques (4600) 30-241454-22	Retenir les services de la D.G.I. qui accepte de fournir des services informatiques au Secrétariat du Conseil du trésor et au ministère des Finances	16 240,00 \$	19 220,20 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 6

PAGE 9

LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS DU 1 ^{er} AVRIL 1992 AU 31 MARS 1993			
IDENTIFICATION	OBJET DU MANDAT	COÛT AU 93-02-19	MONTANT DE L'ENGAGEMENT
Gervais, Gagnon et associés (4300) 30-225540-01	Préparer un plan de communications et de relations publiques afin de faire connaître la société Innovatech du Grand Montréal auprès des clientèles pertinentes	6 901,14 \$	6 901,14 \$
Groupe C.F.C. (4500) 30-240466-01	Réaliser une session de travail jours sur la planification stratégique pour la Direction générale de l'administration	3 909,06 \$	4 000,00 \$
(Mots) Mentum inc. (4300) 30-241443-01	Recherche, analyse et rédaction de notes en vue de la préparation d'une allocution pour le ministre responsable de la région de Montréal	1 350,00 \$	1 350,00 \$
Proshed Security (4500) 30-241445-59	Effectuer, pour le compte du Conseil du trésor, la destruction de ses documents confidentiels rebuts	5 857,50 \$	10 000,00 \$
Société immobilière du Québec (4600) 30-241454-50	Installation de câbles coaxiaux et lignes téléphoniques par la Société immobilière du Québec	2 508,20 \$	5 000,00 \$
Place Mercantile - Société immobilière du Québec (4300) 30-241443-01	Entretien ménager au 772, rue Sherbrooke ouest	1 110,81 \$	1 110,81 \$
Traductions B. & B. 1978 ltée (4300) 30-241443-01	Traduction - Discours et communiqués de presse	980,20 \$	980,20 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 6

PAGE 10

LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS DU 1 ^{er} AVRIL 1992 AU 31 MARS 1993			
IDENTIFICATION	OBJET DU MANDAT	COÛT AU 93-02-19	MONTANT DE L'ENGAGEMENT
Les électro-peintres mo- biles (4500) 30-241294-01	Préparer et réparer au besoin l'extérieur, le cadrage intérieur, les portes et contours de porte d'environ 500 pièces d'ameublement métalliques	10 315,00 \$	20 389,00 \$
Éditechnique inc. (4600) 30-241454-60	Développer un programme de sensibilisation à la sécu- rité micro-informatique et à la réalisation de ses- sions de sensibilisation à l'intention du personnel du Secrétariat du Conseil du trésor	0,00 \$	6 000,00 \$
Formule d'affaires Express inc. (4500) 15-781874-00	Impression de 20 000 exemplaires du formulaire "Auto- risation d'absence pour activité ou représentation syndicale"	2 303,81 \$	2 303,81 \$
Caron et Gosselin (4500) 30-241445-01	Conception, réalisation graphique et impression de :		
	200 certificats de remerciement	276,00 \$	276,00 \$
	400 bulletins de liaison no. 5	1 141,00 \$	1 141,00 \$
	carton "Le Conseil du trésor déménagement"	297,00 \$	297,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

MONTANT, POUR L'EXERCICE 1992-1993, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES:
PHOTOCOPIE, TÉLÉCOPIE (FAX), TÉLÉPHONIE, REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT ET DE REPAS,
L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS,
COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE DE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT AU QUÉBEC ET À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

IDENTIFICATION	MONTANT
- Photocopie	216 837,47 \$
- Téléphonie (fax)	29 034,89 \$
- Frais de transport, réf. : dépenses de voyage	103 664,63 \$
- Frais d'hébergement et de repas	140 047,43 \$
- Dépenses pour congrès, colloques et sessions de type perfectionnement ou ressourcement :	
. Québec	147 548,64 \$
. à l'extérieur du Québec	24 981,36 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

EN REGARD DES PROGRAMMES DE TYPE AIR MILES, AEROPLAN, CANADIAN PLUS, ETC., QUEL EST LE NOMBRE DE POINTS BONIS ET AUTRES RISTOURNES DU MÊME TYPE, AINSI QUE LEUR VALEUR MONÉTAIRE, RELIÉS À L'UTILISATION DE MOYENS DE TRANSPORT ET DE SERVICES CONNEXES QUI ONT ÉTÉ TOUCHÉS, QUI ONT ÉTÉ RETOURNÉS PAR L'UTILISATEUR AU MINISTÈRE OU À L'ORGANISME PAYEUR EN APPLICATION DE LA DIRECTION DU CONSEIL DU TRÉSOR

Points bonis reliés à l'utilisation des moyens de transport et de services connexes en 1992-1993

<u>Points touchés</u>	<u>Valeur</u>	<u>Points retournés</u>	<u>Valeur</u>
22 159	Non disponible	15 000	567,10 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS SOUS LEUR AUTORITÉ,
COMBIEN DE PERSONNES, DONT LA COTISATION FUT PAYÉE PAR L'EMPLOYEUR,
SONT MEMBRES DE CLUBS PRIVÉS (CLUBS D'AFFAIRES, CLUBS SOCIAUX,
CLUBS DE GOLF OU AUTRES) ET À QUELLE SOMME S'ÉLÈVE LE MONTANT GLOBAL
PAYÉ POUR CES COTISATIONS?

Il n'y a eu aucune cotisation de versée par le Conseil du trésor durant l'exercice 1992-1993 relativement à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RÉPARTITION DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR 1992-1993			
CATÉGORIE	RÉPARTITION		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL
	NOMBRE	NOMBRE	
Haute direction	4	0	4
Cadres supérieurs	36	9	45
Cadres intermédiaires	1	0	1
Professionnels	102	60	162
Fonctionnaires	19	91	110
TOTAL	162	160	322 *

* En date du 1^{er} mars 1993

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RÉPARTITION DES PERSONNES HANDICAPÉES DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET SELON LE SEXE AU 31 MARS 1993			
CATÉGORIE	DÉFICIENCE LIMITATIVE		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL
	NOMBRE	NOMBRE	
Haute direction	0	0	0
Cadres supérieurs	0	0	0
Cadres intermédiaires	0	0	0
Professionnels	1	1	2
Fonctionnaires	0	1	1
TOTAL	1	2	3

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RÉPARTITION DES MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET SELON LE SEXE AU 31 MARS 1993			
CATÉGORIE	RÉPARTITION 1993		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL
	NOMBRE	NOMBRE	
Haute direction	0	0	0
Cadres supérieurs	1	0	1
Cadres intermédiaires	0	0	0
Professionnels	2	0	2
Fonctionnaires	0	0	0
TOTAL	3	0	3

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

MISE À PART LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC, LISTE DES FIRMES EN 1992-1993
QUI LOUENT DES ESPACES AU CONSEIL DU TRÉSOR

Les espaces loués par le Conseil du trésor sont tous reliés avec les ententes de la Société immobilière du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES CONTRATS ATTRIBUÉS EN 1992-1993 À DES FIRMES DE COMMUNICATION OU DE RELATIONS PUBLIQUES			
NOM DE LA FIRME	OBJET DU CONTRAT	DURÉE	COÛT
Telbec	La présente convention a pour objet de permettre à la firme de fournir au Secrétariat du Conseil du trésor des services de transmission de communiqués de presse suivant les conditions négociées par le ministère des Approvisionnementnements et Services	1992-04-01 au 1993-03-31	4 000,00 \$
Caisse, Chartier et associés	Fournir au Secrétariat du Conseil du trésor des services de rétro-information électronique suivant les conditions négociées par le ministère des Approvisionnementnements et Services	1992-04-01 au 1993-03-31	5 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES TARIFS (DROITS ET PERMIS) EN VIGUEUR
POUR L'EXERCICE 1992-1993

Il n'y a eu aucune somme de versée par le Conseil du trésor durant l'exercice 1992-1993 relativement à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 14 "A"

PAGE 1

LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE DU CABINET ET DE LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE EN 1992-1993				
NOM	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	TITRE DE FONCTION/ CLASSIFICATION	TRAITEMENT ANNUEL
<u>CABINET DU MINISTRE</u>				
ALARIE, Lisette (Montréal)	91-02-11	92-09-01	Employée de soutien	27 500 \$
BOULET, Linda (Québec)	88-07-06		Employée de soutien	21 000 \$
BOURBEAU, Paule (Québec)	90-01-15		Attachée politique	61 000 \$
BRAULT, Marie-Josée (Vaudreuil)	91-12-12	92-04-24	Employée de soutien	25 550 \$
CHARTRAND, Pauline (Vaudreuil)	88-06-30		Employée de soutien	33 330 \$
DÉCARIE, Richard (Vaudreuil)	92-02-03		Attaché politique	48 000 \$
DESMARTEAU, Pierre (Montréal)	91-02-15		Attaché politique	45 000 \$
DESROSIERS, Danielle (Québec)	88-06-30		Employée de soutien	32 935 \$
DUMAS, Jocelin (Montréal)	88-06-30		Directeur du cabinet	90 850 \$
GAUDRY, Lizette (Québec)	88-06-30		Employée de soutien	23 850 \$
GEOFFROY, Martin (Montréal)	93-01-25		Attaché politique	37 000 \$
GUEGUEN, France (Vaudreuil)	92-04-28		Employée de soutien	20 000 \$
HOOK, Deborah-Lynn (Québec)	92-04-01		Attachée politique	40 000 \$
LALIBERTÉ-LABRECQUE, Lise (Québec)	88-06-30		Attachée politique	39 550 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 14 "A"

PAGE 2

LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE DU CABINET ET DE LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE EN 1992-1993				
NOM	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	TITRE DE FONCTION/ CLASSIFICATION	TRAITEMENT ANNUEL
LALONDE-MARCOUX, Odette (Vaudreuil)	90-10-01	92-11-27	Employée de soutien	25 000 \$
LECLERC, Alain (Vaudreuil)	92-06-08		Attaché politique	30 000 \$
LEONE, Lise (Montréal)	92-10-13		Employée de soutien	28 000 \$
TARDIF, Patrice (Québec)	91-09-09		Attaché politique	43 260 \$
TRUDELLE, Céline (Québec)	88-06-30		Employée de soutien	29 900 \$
<u>SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE</u>				
DICAIRE, André (Québec)	92-08-17		Secrétaire	127 746 \$
LACHANCE, Francine (Québec)	87-08-03		Secrétaire principale	33 896 \$
MORAN, Patrick (Québec)	65-03-01		Adjoint au secrétaire - cadre II	85 875 \$

QUESTION 14 "B"

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

MONTANT DES SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LE CABINET POUR L'EXERCICE 1992-1993

Salaires :	610 168 \$
Honoraires :	<u>2 750 \$</u>
TOTAL	<u>612 918 \$</u>

QUESTION 14 "C"

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS ET D'EMPLOYÉES AU CABINET

16 employés et employées au 93-03-24
2 contractuels

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES CONTRATS DONNÉS EN 1992-1993 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU CABINET DU MINISTRE		
NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE CONCERNÉE	OBJET	COÛT
Hennekens, Yves	Suivi des dossiers du caucus de la Montérégie	750,00 \$
Théoret, Bernard	Recherche, analyse et rédaction de notes en vue de la préparation d'une allocution pour le ministre responsable de la région de Montréal	2 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES CRÉDITS PÉRIMÉS PAR PROGRAMME ET PAR ÉLÉMENT DE PROGRAMME			
PROGRAMME / ÉLÉMENT	BUDGET MODIFIÉ 1992-1993	DÉPENSES PROBABLES 1992-1993	CRÉDITS PÉRIMÉS 1992-1993
Élément 01			
Politiques budgétaires	4 031,8	4 031,8	0
Élément 02			
Politiques de gestion	2 804,0	2 758,4	45,6
Élément 03			
Politiques de personnel et relations de travail	7 072,5	7 050,5	22,0
Élément 04			
Soutien administratif et technique	10 404,0	10 307,0	97,0
TOTAL DU PROGRAMME	24 312,3	24 147,7	164,6

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

VENTILATION DÉTAILLÉE DES TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
EN 1992-1993 DANS LE CADRE DES DIVERS PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS

Le Conseil du trésor n'a obtenu aucun transfert de la part du gouvernement fédéral.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES SUBVENTIONS VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE
POUR L'EXERCICE FINANCIER 1992-1993

Il n'y a eu aucune subvention de versée par le Conseil du trésor durant l'exercice 1992-1993 relativement à cette question.

CONSEIL DU TRÉSOR

**ÉTUDES DES CRÉDITS
1993-1994**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DE
L'OPPOSITION OFFICIELLE**



ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle adressées au "Conseil du trésor et aux organismes relevant du Conseil du trésor".

Les documents ci-joints contiennent les informations disponibles en réponse aux quatre premières questions annexées. La cinquième question ne concernant pas le Conseil du trésor, aucune information n'est fournie à cet égard.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

MINISTÈRE: CONSEIL DU TRÉSOR ET ORGANISMES
RELEVANT DU CONSEIL DU TRÉSOR

- 1- Pour chacun des ministères et des organismes relevant de leur juridiction visés par le projet de loi 198: Loi sur la limitation de l'embauche et l'imputabilité des administrateurs d'Etat et des dirigeants d'un organisme public, le niveau des effectifs et le nombre de personnes occupant des postes d'encadrement.
- 2- Études et analyses justifiant les compressions budgétaires appliquées aux organismes relevant du ministre délégué à l'Administration.
- 3- Études et analyses justifiant les compressions budgétaires dans les autres ministères et organismes publics.
- 4- Suite à donner aux remarques et recommandations contenues dans le dernier rapport annuel du Vérificateur général relativement à la gestion des ressources humaines du gouvernement et calendrier de réalisation.
- 5- Bilan à jour des mesures contenues dans le Plan stratégique du Grand Montréal relevant du ministère et de ses organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

Objet : Renseignements particuliers demandés par l'Opposition officielle

Question 1 : Pour chacun des ministères et des organismes relevant de leur juridiction visés par le projet de loi 198 : Loi sur la limitation de l'embauche et l'imputabilité des administrateurs d'État et des dirigeants d'un organisme public, le niveau des effectifs et le nombre de personnes occupant des postes d'encadrement.

Réponse à la question

Les tableaux ci-joints présentent l'information relative à l'effectif autorisé au 1^{er} avril 1993 des ministères et organismes dont le budget est approuvé par l'Assemblée nationale (vote annuel ou crédits permanents) telle qu'elle apparaît au Livre des crédits ainsi que des fonds spéciaux et du compte de gestion de la taxe sur les produits et les services. Les données que l'on y retrouve correspondent à celles présentées dans les renseignements supplémentaires, mais en distinguant d'une part le niveau de l'effectif d'encadrement et des autres effectifs et d'autre part, le niveau d'effectif de chacun des organismes concernés.

Par conséquent, les données présentées excluent l'effectif des entreprises et des organismes qui s'autofinancent à même leurs opérations ou sont financés par le biais de subventions. Également, l'effectif des réseaux de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la santé et des services sociaux n'est pas pris en considération.

Détail de la compression des effectifs des ministères et des organismes

	Autres effectifs			Personnel d'encadrement			Total		
	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994
010 Affaires culturelles									
010 Affaires culturelles	751	(31)	720	78	(5)	73	829	(36)	793
206 Commissions des biens culturels du Qué.	5	0	3	2	0	2	5	0	5
352 Régie du cinéma	55	(2)	53	8	0	8	63	(2)	61
	<u>809</u>	<u>(33)</u>	<u>776</u>	<u>88</u>	<u>(5)</u>	<u>83</u>	<u>897</u>	<u>(38)</u>	<u>859</u>
030 Affaires internationales									
030 Affaires internationales	877	(35)	842	118	(7)	111	995	(42)	953
	<u>877</u>	<u>(35)</u>	<u>842</u>	<u>118</u>	<u>(7)</u>	<u>111</u>	<u>995</u>	<u>(42)</u>	<u>953</u>
050 Affaires municipales									
050 Affaires municipales	435	(17)	418	100	(4)	96	535	(21)	514
510 Régie du logement	243	(9)	234	53	(1)	52	296	(10)	286
	<u>678</u>	<u>(26)</u>	<u>652</u>	<u>153</u>	<u>(5)</u>	<u>148</u>	<u>831</u>	<u>(31)</u>	<u>800</u>
080 Agriculture, Pêcheries et Alimentation									
080 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2 542	(95)	2 447	212	(14)	198	2 754	(109)	2 645
328 Commission de protection du ter. agri.	111	(5)	106	22	0	22	133	(5)	128
362 Commission des courses de chevaux du Qué.	21	0	21	5	0	5	26	0	26
100 Office du crédit agr. du Qué. (fin. agri.)	339	(14)	325	33	(3)	30	372	(17)	355
090 Régie des assurances agricoles du Qué.	368	(14)	354	20	(1)	19	388	(15)	373
392 Régie des marchés agricoles du Québec	50	(2)	48	13	0	13	63	(2)	61
	<u>3 431</u>	<u>(130)</u>	<u>3 301</u>	<u>305</u>	<u>(18)</u>	<u>287</u>	<u>3 736</u>	<u>(148)</u>	<u>3 588</u>
099 Approvisionnements et services									
099 Approvisionnements et services	228	(5)	223	27	(2)	25	255	(7)	248
	<u>228</u>	<u>(5)</u>	<u>223</u>	<u>27</u>	<u>(2)</u>	<u>25</u>	<u>255</u>	<u>(7)</u>	<u>248</u>
370 Assemblée nationale									
370 Assemblée nationale	562	(1)	561	46	(2)	44	608	(3)	605
	<u>562</u>	<u>(1)</u>	<u>561</u>	<u>46</u>	<u>(2)</u>	<u>44</u>	<u>608</u>	<u>(3)</u>	<u>605</u>

Détail de la compression des effectifs des ministères et des organismes

	Autres effectifs			Personnel d'encadrement			Total		
	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994
300 Communautés culturelles et Immigration									
300 Communautés culturelles et Immigration	1 186	(46)	1 140	52	0	52	1 238	(46)	1 192
214 Conseil des Communautés cult. et Immigr.	8	0	8	4	0	4	12	0	12
	<u>1 194</u>	<u>(46)</u>	<u>1 148</u>	<u>56</u>	<u>0</u>	<u>56</u>	<u>1 250</u>	<u>(46)</u>	<u>1 204</u>
150 Communications									
408 Commission d'accès à l'information	34	0	34	5	0	5	39	0	39
150 Communications	487	(20)	467	42	(4)	38	529	(24)	505
130 Régie des télécommunications	25	0	25	6	0	6	31	0	31
	<u>546</u>	<u>(20)</u>	<u>526</u>	<u>53</u>	<u>(4)</u>	<u>49</u>	<u>599</u>	<u>(24)</u>	<u>575</u>
160 Conseil du trésor									
160 Conseil du trésor	295	(12)	283	55	(4)	51	350	(16)	334
	<u>295</u>	<u>(12)</u>	<u>283</u>	<u>55</u>	<u>(4)</u>	<u>51</u>	<u>350</u>	<u>(16)</u>	<u>334</u>
140 Conseil exécutif									
140 Conseil exécutif	584	(51)	533	121	(8)	113	705	(59)	646
	<u>584</u>	<u>(51)</u>	<u>533</u>	<u>121</u>	<u>(8)</u>	<u>113</u>	<u>705</u>	<u>(59)</u>	<u>646</u>
350 Éducation									
238 Conseil supérieur de l'éducation	27	0	27	6	0	6	33	0	33
350 Éducation	1 088	(45)	1 043	112	(8)	104	1 200	(53)	1 147
	<u>1 115</u>	<u>(45)</u>	<u>1 070</u>	<u>118</u>	<u>(8)</u>	<u>110</u>	<u>1 233</u>	<u>(53)</u>	<u>1 180</u>
600 Énergie et Ressources									
600 Énergie et Ressources	1 351	(55)	1 296	100	(7)	93	1 451	(62)	1 389
382 Régie du gaz naturel	23	0	23	8	0	8	31	0	31
	<u>1 374</u>	<u>(55)</u>	<u>1 319</u>	<u>108</u>	<u>(7)</u>	<u>101</u>	<u>1 482</u>	<u>(62)</u>	<u>1 420</u>

Détail de la compression des effectifs des ministères et des organismes

	Autres effectifs			Personnel d'encadrement			Total		
	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994
068 Enseignement supérieur et Science									
224 Conseil de la science et de la technologie	16	0	16	2	0	2	18	0	18
230 Conseil des collèges	19	0	19	4	0	4	23	0	23
232 Conseil des universités	16	0	16	3	0	3	19	0	19
068 Enseignement supérieur et Science	643	(22)	621	61	(2)	59	704	(24)	680
360 Office des professions du Québec	37	(2)	35	6	(1)	5	43	(3)	40
	<u>731</u>	<u>(24)</u>	<u>707</u>	<u>76</u>	<u>(3)</u>	<u>73</u>	<u>807</u>	<u>(27)</u>	<u>780</u>
380 Environnement									
380 Environnement	1 787	(34)	1 753	169	(11)	158	1 956	(45)	1 911
	<u>1 787</u>	<u>(34)</u>	<u>1 753</u>	<u>169</u>	<u>(11)</u>	<u>158</u>	<u>1 956</u>	<u>(45)</u>	<u>1 911</u>
210 Finances									
404 Commission des valeurs mobilières du Qué.	129	(6)	123	17	(1)	16	146	(7)	139
210 Finances	914	(96)	818	121	(8)	113	1 035	(104)	931
369 Inspecteur général des Institutions fin.	386	(16)	370	41	(3)	38	427	(19)	408
	<u>1 429</u>	<u>(118)</u>	<u>1 311</u>	<u>179</u>	<u>(12)</u>	<u>167</u>	<u>1 608</u>	<u>(130)</u>	<u>1 478</u>
051 Forêts									
051 Forêts	2 710	(105)	2 605	193	(13)	180	2 903	(118)	2 785
610 Office du crédit agricole (fin. forestier)	25	(2)	23	3	0	3	28	(2)	26
	<u>2 735</u>	<u>(107)</u>	<u>2 628</u>	<u>196</u>	<u>(13)</u>	<u>183</u>	<u>2 931</u>	<u>(120)</u>	<u>2 811</u>
280 Industrie, Commerce et Technologie									
280 Industrie, Commerce et Technologie	923	(36)	887	86	(6)	80	1 009	(42)	967
537 Société de dévelop. industriel du Qué.	184	(7)	177	26	(2)	24	210	(9)	201
	<u>1 107</u>	<u>(43)</u>	<u>1 064</u>	<u>112</u>	<u>(8)</u>	<u>104</u>	<u>1 219</u>	<u>(51)</u>	<u>1 168</u>

Détail de la compression des effectifs des ministères et des organismes

	Autres effectifs			Personnel d'encadrement			Total		
	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994
400 Justice									
259 Comité de protection de la jeunesse	58	(1)	57	4	0	4	62	(1)	61
271 Commission des droits de la personne	117	(3)	114	11	(1)	10	128	(4)	124
289 Conseil de la magistrature	3	0	3	0	0	0	3	0	3
400 Justice	3 685	(92)	3 593	266	(19)	247	3 951	(111)	3 840
921 Magistrature et nomination des juges	295	0	295	0	0	0	295	0	295
344 Office de la protection du consommateur	211	(5)	206	25	(2)	23	236	(7)	229
	<u>4 369</u>	<u>(101)</u>	<u>4 268</u>	<u>306</u>	<u>(22)</u>	<u>284</u>	<u>4 675</u>	<u>(123)</u>	<u>4 552</u>
120 Loisir, Chasse et Pêche									
120 Loisir, Chasse et Pêche	2 173	(86)	2 087	256	(18)	238	2 429	(104)	2 325
383 Régie de la sécurité dans les sports	23	0	23	4	0	4	27	0	27
	<u>2 196</u>	<u>(86)</u>	<u>2 110</u>	<u>260</u>	<u>(18)</u>	<u>242</u>	<u>2 456</u>	<u>(104)</u>	<u>2 352</u>
700 Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Form. prof.									
700 Main-d'oeuvre, Séc. du rev. et Form. prof.	4 500	(180)	4 320	261	(19)	242	4 761	(199)	4 562
	<u>4 500</u>	<u>(180)</u>	<u>4 320</u>	<u>261</u>	<u>(19)</u>	<u>242</u>	<u>4 761</u>	<u>(199)</u>	<u>4 562</u>
915 Org... min. déléguée à la Condition féminine									
660 Conseil du statut de la femme	70	(2)	68	5	0	5	75	(2)	73
431 Office des services de garde à l'enfance	97	(4)	93	6	0	6	103	(4)	99
	<u>167</u>	<u>(6)</u>	<u>161</u>	<u>11</u>	<u>0</u>	<u>11</u>	<u>178</u>	<u>(6)</u>	<u>172</u>
920 Organ. relevant du ministre dél. à l'Adm.									
240 Comm. adm. des régimes de retraite et d'ass.	402	(9)	393	31	(2)	29	433	(11)	422
430 Commission de la fonction publique	31	(2)	29	11	0	11	42	(2)	40
342 Office des ressources humaines	400	(12)	388	21	(1)	20	421	(13)	408
	<u>833</u>	<u>(23)</u>	<u>810</u>	<u>63</u>	<u>(3)</u>	<u>60</u>	<u>896</u>	<u>(26)</u>	<u>870</u>

Détail de la compression des effectifs des ministères et des organismes

	Autres effectifs			Personnel d'encadrement			Total		
	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994
910 Org... min. resp. Charte de la langue française									
680 Comm. de protection de la langue française	35	0	35	3	0	3	38	0	38
361 Commission de toponymie	24	0	24	4	0	4	28	0	28
690 Conseil de la langue française	28	0	28	4	0	4	32	0	32
710 Office de la langue française	290	(10)	280	20	(1)	19	310	(11)	299
896 Secrétariat à la politique linguistique	10	0	10	0	0	0	10	0	10
	387	(10)	377	31	(1)	30	418	(11)	407
900 Personnes désignées par l'Assemblée nationale									
630 Directeur général des élections	149	(1)	148	17	0	17	166	(1)	165
295 Protecteur du citoyen	77	(3)	74	12	(1)	11	89	(4)	85
374 Vérificateur général	221	0	221	31	0	31	252	0	252
	447	(4)	443	60	(1)	59	507	(5)	502
440 Revenu									
440 Revenu	4 972	(106)	4 866	563	(22)	541	5 535	(128)	5 407
060 Santé et Services sociaux									
228 Conseil des aff. soc. et de la famille	7	0	7	1	0	1	8	0	8
538 Office des pers. handicapées du Qué.	170	(6)	164	12	(1)	11	182	(7)	175
060 Santé et Services sociaux	1 055	(109)	946	115	(19)	96	1 170	(128)	1 042
	1 232	(115)	1 117	128	(20)	108	1 360	(135)	1 225
095 Sécurité publique									
389 Régie des loteries et courses du Québec	56	(7)	49	7	0	7	63	(7)	56
425 Commission qué. des libérations condit.	25	0	25	10	0	10	35	0	35
293 Coroner	49	(2)	47	14	0	14	63	(2)	61
394 Régie des permis d'alcool du Québec	80	(5)	75	17	0	17	97	(5)	92
095 Sécurité publique	3 728	(67)	3 661	509	(36)	473	4 237	(103)	4 134
390 Sûreté du Québec	5 551	(50)	5 501	191	0	191	5 742	(50)	5 692
	9 489	(131)	9 358	748	(36)	712	10 237	(167)	10 070

Détail de la compression des effectifs des ministères et des organismes

	Autres effectifs			Personnel d'encadrement			Total		
	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994
071 Tourisme									
071 Tourisme	315	(40)	275	30	(9)	21	345	(49)	296
	315	(40)	275	30	(9)	21	345	(49)	296
850 Transports									
830 Commission des transports du Québec	169	(7)	162	23	(1)	22	192	(8)	184
850 Transports	8 057	(564)	7 493	716	(49)	667	8 773	(613)	8 160
	8 226	(571)	7 655	739	(50)	689	8 965	(621)	8 344
075 Travail									
292 Conseil des services essentiels	36	0	36	0	0	0	36	0	36
366 Régie du bâtiment du Québec	655	(39)	616	75	(5)	70	730	(44)	686
075 Travail	313	(14)	299	24	0	24	337	(14)	323
	1 004	(53)	951	99	(5)	94	1 103	(58)	1 045
Total	57 619	(2 211)	55 408	5 279	(323)	4 956	62 898	(2 534)	60 364

Détail de la compression des fonds spéciaux

Page 1

Fonds spéciaux	Autres effectifs			personnel d'encadrement			Total		
	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994	Effectifs avant compression	Compression 1993-1994	Effectifs aux crédits initiaux 1993-1994
Affaires internationales									
. Fonds de développement international	1	0	1	0	0	0	1	0	1
. Fonds de la gest. des imm. du Qué. à l'étranger	5	(1)	4	0	0	0	5	(1)	4
Approvisionnement et services									
. Fonds de reprographie gouvernementale	91	(4)	87	10	(1)	9	101	(5)	96
. Fonds du service aérien gouvernemental	184	(7)	177	24	(2)	22	208	(9)	199
. Fonds des approvisionnements et services	118	(5)	113	12	(1)	11	130	(6)	124
. Fonds du courrier et de la messagerie	112	(4)	108	9	0	9	121	(4)	117
Communications									
. Fonds des moyens de communication	70	(25)	45	7	(2)	5	77	(27)	50
. Fonds des services de télécommunications	132	(6)	126	11	(1)	10	143	(7)	136
. Fonds des services informatiques	198	(8)	190	11	(1)	10	209	(9)	200
. Fonds les Publications du Québec	111	(8)	103	8	(1)	7	119	(9)	110
Éducation									
. Fonds de la formation à distance	86	(13)	73	3	0	3	89	(13)	76
Énergie et ressources									
. Fonds de la réforme du cadastre québécois	142	(6)	136	9	0	9	151	(6)	145
. Fonds d'information géo. et foncière	31	(2)	29	3	0	3	34	(2)	32
Finances									
. Fonds de financement	11	0	11	0	0	0	11	0	11
. Fonds du bureau de la stat. du Québec	28	(1)	27	0	0	0	28	(1)	27
Justice									
. Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	5	0	5	1	0	1	6	0	6
. Fonds des registres	581	(20)	561	89	(6)	83	670	(26)	644
Revenu									
. Compte de la gestion de la TPS	1 195	0	1 195	0	0	0	1 195	0	1 195
Total	3 101	(110)	2 991	197	(15)	182	3 298	(125)	3 173

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

Objet : Renseignements particuliers demandés par l'Opposition officielle

Question 2 : Études et analyses justifiant les compressions budgétaires appliquées aux organismes relevant du ministre délégué à l'Administration.

Question 3 : Études et analyses justifiant les compressions budgétaires dans les autres ministères et organismes publics.

Réponse aux deux questions

Les éléments justifiant les mesures de réduction de dépenses de 1,4 milliard \$ retenues par le Gouvernement pour 1993-1994 ont été présentés dans le document intitulé "Les finances publiques : Vivre selon nos moyens" puis discutés lors de la Consultation générale sur le financement des services publics qui s'est tenue du 2 au 18 février 1993. Lors du Dépôt des crédits 1993-1994, le Gouvernement a fait part des conclusions qui s'en dégagent au plan des dépenses et de la gestion gouvernementale.

Comme indiqué dans le document "Renseignements supplémentaires-crédits 1993-1994", le diagnostic sur la situation des finances publiques présenté dans "Vivre selon nos moyens" semble maintenant partagé par plusieurs groupes de la société.

- Le Québec s'est, par le passé, donné des services publics dont le coût dépasse sa capacité de payer, ce qui nous oblige à emprunter annuellement pour défrayer le coût de ces services et à maintenir des impôts relativement élevés.
- Malgré les progrès réalisés de 1986 à 1989, la récession survenue en 1990 et la restructuration de l'économie ont modifié les tendances à long terme des revenus et des dépenses.
- Si rien n'est fait pour corriger le déséquilibre actuel entre les revenus et les dépenses, le déficit atteindrait un niveau intolérable qui ne pourrait être rectifié sans remettre en cause les services de base à la population.
- Dans le contexte de reprise économique qui s'amorce actuellement, il devient impératif de procéder rapidement aux ajustements nécessaires pour corriger le déséquilibre structurel qui caractérise les finances publiques du Québec.

Les travaux de la Commission ont permis de préciser les grandes orientations budgétaires à suivre pour "Vivre selon nos moyens".

- Il faut réduire le déficit et cesser d'emprunter pour payer les dépenses courantes de façon à se sortir au plus vite du piège de l'endettement.
- Le fardeau fiscal est déjà assez lourd. Il ne s'est trouvé personne pour recommander une hausse générale des impôts ou des taxes.
- La création d'emplois demeure une préoccupation majeure et l'une des responsabilités premières du Gouvernement consiste à assurer des finances publiques saines pour avoir une économie dynamique et créatrice d'emplois.
- Le secteur public doit s'adapter et devenir plus efficace. Même si les propositions qui ont été faites pour améliorer l'efficacité du secteur public sont assez limitées et souvent peu précises, les différents groupes ont réclamé que le Gouvernement fasse le ménage dans ses dépenses.

Pour limiter la croissance globale des dépenses à 0,9 % en 1993-1994, le Gouvernement a dû s'attaquer à toutes les dépenses sans exception et recourir à une approche très restrictive qui s'est traduite par une budgétisation extrêmement serrée, le refus de toute nouvelle initiative, la non-indexation généralisée des dépenses et des réductions de toutes sortes qui touchent l'ensemble des activités gouvernementales. Les choix effectués ont été dictés par trois types de préoccupations :

- limiter la croissance des dépenses totales à moins de 1 %;
- préserver les services de base à la population;
- répartir les efforts demandés de façon équitable.

Les mesures de réduction de dépenses retenues pour la préparation des crédits 1993-1994 s'élèvent à 1 401,3 M\$, soit environ 4 % des dépenses de programmes. Un tel montant de compressions est au moins deux fois plus élevé que les niveaux maximums atteints depuis 1986-1987. Pour y arriver, il a fallu faire contribuer tout le monde de la manière la plus équitable possible. Le tableau de la page suivante montre la répartition des mesures de réduction 1993-1994 en regard du poids des différents types de dépenses.

Répartition des dépenses de programmes et des mesures de réduction 1993-1994

	Répartition des dépenses de programmes	Mesures de réduction	
	en %	en % du total	en M\$
• Ressources humaines			
- Rémunération et contributions de l'employeur ⁽¹⁾		38,7	541,8
- Réductions d'effectifs		6,7	93,7
	60,6	45,4	635,5
• Dépenses de fonctionnement et de capital ⁽²⁾	18,6	26,4	370,0
• Programmes de transfert	20,8	28,2	395,8
	100,0	100,0	1 401,3

(1) Comprenant les dépenses de rémunération des réseaux de l'enseignement, du réseau de la santé et des services sociaux et des professionnels de la santé.

(2) Comprenant les dépenses de fonctionnement des réseaux de l'enseignement et du réseau de la santé et des services sociaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

Objet : Renseignements particuliers demandés par l'Opposition officielle

Question 4 : Suites à donner aux remarques et recommandations contenues dans le dernier rapport annuel du Vérificateur général relativement à la gestion des ressources humaines du Gouvernement et calendrier de réalisation.

Réponse à la question

Les tableaux suivants présentent les principales activités de suivi en cours concernant le rapport du Vérificateur général sur la gestion des ressources humaines (Géranium) ainsi qu'un estimé du calendrier de réalisation.

SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
(PROJET GÉRANIUM)

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE S.C.T.	PRINCIPALES ACTIVITÉS DE SUIVI	REMARQUES
<p>Planification des ressources humaines</p> <p><u>Nécessité de planifier</u></p> <p>Dans un contexte où la production de services publics pour des besoins croissants et changeants de la population devra être réalisée avec des ressources égales ou moindres, il devient essentiel d'utiliser les ressources humaines de façon optimale. Une stratégie organisationnelle formulée pour apporter une réponse aux besoins des clients, assortie d'un système d'imputabilité tourné vers les résultats, constituent les moyens à privilégier pour atteindre cet objectif.</p> <p>C'est pourquoi des objectifs clairs, précis et peu nombreux doivent être communiqués à l'ensemble des gestionnaires et guider leurs actions à moyen terme. Un suivi rigoureux doit permettre de mesurer l'atteinte des résultats et d'ajuster le tir, le cas échéant.</p>	<p>Le Vérificateur général conclut en soulignant la nécessité «d'éviter le piège de planifier et de produire des plans dont la principale utilité est de garnir les bibliothèques». Il appert que la précipitation est le meilleur moyen de tomber dans le piège dépeint par le Vérificateur général.</p> <p>Il est également utile de rappeler que la Loi sur la fonction publique attribue la responsabilité générale de gestion des ressources humaines aux sous-ministres et dirigeants d'organisme. Ceux-ci sont, de plus, les seuls à posséder l'information détaillée nécessaire à une planification de main-d'oeuvre.</p> <p>Toute démarche de planification de main-d'oeuvre se doit, en outre, de découler d'abord d'un besoin ressenti à la base plutôt que de directives provenant de l'autorité centrale. L'expérience fédérale est d'ailleurs éloquent à cet égard: la planification de main-d'oeuvre exigée centralement n'a produit que de beaux formulaires remplis soigneusement mais qui ne correspondaient à aucune réalité ministérielle, bref qui n'étaient d'aucune utilité.</p>	<p>Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) reconnaît qu'il y a place à l'amélioration et que tout n'est pas parfait et il adhère à la nécessité d'améliorer et de systématiser la fonction planification de l'effectif dans la fonction publique et ce, tout en étant conscient des dangers de «planifier pour planifier». Par ailleurs, le SCT voudrait rappeler qu'il existe présentement plusieurs outils à la disposition des ministères et organismes qui visent une utilisation optimale des ressources humaines tels que les politiques touchant à la gestion de l'effectif permanent et occasionnel, celles concernant l'organisation administrative, le développement des ressources humaines, la classification et l'évaluation des emplois ainsi que les programmes d'accès à l'égalité de même que le processus de préparation des prévisions budgétaires annuelles des ministères et organismes.</p> <p>À cet effet, le Secrétariat, en coopération avec les ministères et organismes, poursuit sur une base régulière des analyses afin de raffiner ces outils et de les modifier pour s'assurer de disposer d'un meilleur système de planification de la main-d'oeuvre.</p>

**SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
(PROJET GÉRANIUM)**

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE S.C.T.	PRINCIPALES ACTIVITÉS DE SUIVI	REMARQUES
<p>Planification des ressources humaines (suite)</p> <p>La planification des ressources humaines doit découler directement de cette stratégie organisationnelle et représente la pierre angulaire de l'utilisation optimale des ressources humaines. Mais il faut aussi éviter le piège de planifier et de produire des plans dont la principale utilité est de garnir les bibliothèques.</p> <p><u>Rôle du Conseil du trésor</u></p> <p>Le Conseil du trésor doit assumer un leadership dans la planification des ressources humaines et établir un climat de confiance vis-à-vis les ministères et organismes pour réussir une éventuelle intervention dans ce domaine.</p>	<p>Il est plutôt préconisé, à l'heure actuelle, de mettre en place des outils de support dont les organisations désireuses de procéder à une planification de main-d'oeuvre pourront se servir. Une expérience pilote, conduite par l'Office des ressources humaines, est actuellement en cours et devrait permettre de procéder à une évaluation après une première année d'expérimentation.</p> <p>Par ailleurs, il faut considérer que les décisions récentes concernant la réduction de l'effectif, particulièrement celui d'encadrement, devraient amener les organisations à se questionner naturellement sur l'opportunité de planifier leur main-d'oeuvre.</p> <p>Le fait que les réductions d'effectif soient connues d'avance pour une période de cinq ans constitue déjà un élément favorisant la planification. En outre, des travaux sont en cours concernant le suivi détaillé de l'effectif et la prévision du personnel susceptible de prendre sa retraite, ce qui constituera de nouveaux outils facilitant la planification de main-d'oeuvre.</p> <p>Le Conseil du trésor a adopté, au cours de l'année, des ajustements au cadre de gestion du personnel en disponibilité, ajustements qui sont entrés en vigueur le 1er avril dernier. Ces ajustements précisent les règles du jeu en matière de gestion du personnel en disponibilité, ce dont les organisations pourront tenir compte lors de la planification de main-d'oeuvre.</p>	<p>De plus, le Secrétariat contribue à générer, depuis déjà plusieurs mois, la mise en place d'un plan de réduction de l'effectif pluriannuel qui devrait permettre à tous les intervenants de partager la préoccupation d'une utilisation optimale des ressources humaines en améliorant les efforts de planification en matière de main-d'oeuvre. Plusieurs instruments nouveaux ou déjà en place seront ainsi intégrés afin que les ministères et organismes possèdent un système qui leur permette de disposer, en temps opportun, des ressources humaines disponibles pour fournir les meilleurs services possible à la population du Québec.</p> <p>En ce sens, cet ensemble de politiques formeront une base non négligeable dans le processus d'amélioration de la fonction planification de la main-d'oeuvre.</p>

SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
(PROJET GÉRANIUM)

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE S.C.T.	PRINCIPALES ACTIVITÉS DE SUIVI	REMARQUES
<p>Planification des ressources humaines (suite)</p>	<p>Des travaux ont également été faits en vue de doter la fonction publique d'un nouveau cadre de gestion du personnel occasionnel. Les travaux en sont actuellement à une phase de consultation de certains acteurs. La mise en place de ce nouveau cadre devrait permettre de voir différemment l'utilisation du personnel occasionnel, ce qui constituera à n'en pas douter une donnée importante dans toute planification de main-d'oeuvre.</p> <p>La poursuite de la mise en place d'une infrastructure favorisant la planification de main-d'oeuvre constituera, au cours de la prochaine année, le pas le plus important qui sera fait vers une planification de main-d'oeuvre dans la fonction publique, étant entendu que la responsabilité de procéder à une telle planification appartient aux organisations.</p>	

SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (PROJET GERANIUM)

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE S.C.T.	PRINCIPALES ACTIVITÉS DE SUIVI	REMARQUES
<p>Dotation des emplois réguliers</p> <p>De refondre le cadre de gestion en matière de dotation, de façon à alléger et à intégrer ses différents éléments.</p>	<p>Rencontre entre les représentants SFPQ et le SCT</p> <p>Une première rencontre entre les représentants du SFPQ et du SCT en référence à une lettre d'entente relative au processus de dotation, contenue à la convention collective des fonctionnaires, a eu lieu à la fin de l'automne 1991.</p> <p>Ce premier contact a permis au Syndicat de porter à l'attention de la partie patronale sa perception des différents problèmes liés à la dotation des emplois réguliers.</p> <p>Suite à cette rencontre, le SCT a dressé le portrait statistique de la situation en ce qui a trait au processus de dotation et a entrepris une consultation des m/o afin de connaître leur opinion sur différentes questions touchant l'activité dotation, les difficultés rencontrées, des solutions pouvant être envisagées pour faciliter la gestion de cette activité.</p> <p>Le SCT entend rencontrer prochainement les représentants du SFPQ à nouveau pour leur présenter les résultats des travaux et la position patronale en matière de dotation.</p>	<p>Réalisée à la fin de l'automne 1991</p> <p>Printemps 1993</p>

**SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
(PROJET GÉRANIUM)**

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE S.C.T.	PRINCIPALES ACTIVITÉS DE SUIVI	REMARQUES
	<p>Consultation des m/o en matière de dotation</p> <p>Le SCT a réalisé au cours de l'année 1992 une consultation auprès des ministères et des organismes afin de connaître leur opinion sur différentes questions touchant l'activité de dotation, les difficultés rencontrées ainsi que les solutions pouvant être envisagées pour améliorer la situation (en collaboration avec l'Office des ressources humaines).</p> <p>- Cette consultation a permis au SCT de faire le point sur la problématique actuelle et sur les perspectives en matière de dotation des emplois réguliers. Elle a permis de constater qu'il n'y a pas de problèmes en ce qui a trait aux politiques et directives. Toutefois, la difficulté de conjuguer dans certains cas les objectifs poursuivis et certaines lourdeurs en ce qui concerne les processus ont été identifiées par les m/o notamment : l'impossibilité de restreindre les bassins de candidatures lors des concours de recrutement, les difficultés d'assurer l'utilisation optimale des listes de déclarations d'aptitudes, le grand nombre d'appels à la Commission de la fonction publique et les délais de traitement de ceux-ci.</p>	<p>Réalisé en 1992</p>

SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
(PROJET GÉRANIUM)

PAGE 1 de 2

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE S.C.T.	PRINCIPALES ACTIVITÉS DE SUIVI	REMARQUES
<p>Développement des ressources humaines</p> <p>De clarifier les rôles et les responsabilités de l'ensemble des intervenants gouvernementaux prenant part à la gestion du développement des ressources humaines;</p>	<p>- Dans son rapport, le Vérificateur général fait surtout référence au comité des sous-ministres sur le développement des ressources humaines. Le Vérificateur général mentionne que cet intervenant supplémentaire crée parfois de la confusion chez les responsables de première ligne. Des intervenants provenant de l'ORH et du SCT ont plutôt constaté, que les actions de ce comité ont été très bénéfiques pour le développement du personnel d'encadrement. En effet, lorsque des sous-ministres participent à la détermination des orientations, il est beaucoup plus facile d'obtenir leur adhésion au moment de la mise en oeuvre des actions prévues. De plus, outre le fait qu'elles connaissent très bien les besoins de formation du personnel d'encadrement, ces personnes possèdent une très bonne vision gouvernementale et ministérielle de la gestion des ressources humaines ce qui leur permet de définir des orientations qui tiennent compte de l'ensemble de ces volets. Dans ce contexte et considérant que les responsabilités des intervenants gouvernementaux en matière de développement des ressources humaines sont passablement claires et précises, il n'apparaît pas opportun d'intervenir dans le moment.</p>	

SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
(PROJET GÉRANIUM)

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE S.C.T.	PRINCIPALES ACTIVITÉS DE SUIVI	REMARQUES
<p>Dotation en personnel occasionnel</p> <p>De revoir l'opportunité de maintenir la décentralisation des fichiers des candidats à un emploi occasionnel, telle qu'elle existe, afin d'instaurer un processus d'embauche offrant le meilleur équilibre possible entre les exigences d'équité et de transparence et les pratiques de gestion économiques et efficaces;</p> <p>D'effectuer un suivi plus rigoureux des activités de dotation en emplois occasionnels;</p> <p>De s'assurer que les ministères et organismes respectent les grandes orientations gouvernementales.</p>	<p>Le SCT procède actuellement à l'élaboration d'un nouveau cadre de gestion à l'intention du personnel occasionnel. La centralisation de l'inscription et de la gestion des candidatures, la responsabilisation des citoyens, la réduction des bassins de candidatures, l'application de taux d'embauche pour les groupes visés par l'accès à l'égalité, la qualification du personnel occasionnel, une priorité accordée au personnel occasionnel lors d'un concours pour l'obtention d'un emploi permanent et le renouvellement de l'engagement des employés occasionnels constituent les principaux changements envisagés.</p> <p>Un nouveau cadre de gestion à l'intention du personnel occasionnel qui réponde davantage aux besoins des ministères et organismes devrait contribuer à un plus grand respect des règles établies.</p>	<p>Les consultations avec les représentants patronaux sont en cours actuellement et les discussions avec les syndicats et les associations d'employés sont amorcées.</p> <p>Il est prévu faire adopter par le Conseil du trésor le nouveau cadre de gestion avant la période estivale.</p>

**SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
(PROJET GÉRANIUM)**

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE S. C. T.	PRINCIPALES ACTIVITÉS DE SUIVI	REMARQUES
<p>Reddition de comptes</p> <p>De faire préciser la nature, la forme et la fréquence de sa reddition de comptes au Conseil des ministres;</p> <p>De respecter les exigences de reddition de comptes explicitement définies par le législateur en matière de dotation. Advenant qu'il ne puisse y donner suite, il devrait en faire part officiellement à l'Assemblée Nationale.</p>	<p>Le SCT étudie les possibilités d'apporter les correctifs nécessaires pour améliorer la reddition des comptes.</p> <p>En ce qui concerne l'accès à l'égalité:</p> <p><u>Femmes</u> Dépôt à l'Assemblée nationale du rapport d'évaluation 1987-1990 du programme d'accès à l'égalité pour les femmes, en juin 1992;</p> <p><u>Membres des communautés culturelles</u> Dépôt à l'Assemblée nationale du rapport d'étape 1990-1992 du programme d'accès à l'égalité pour les membres des communautés culturelles, en avril 1993;</p> <p><u>Personnes handicapées</u> Élaboration du bilan des réalisations des ministères et organismes dans le cadre du plan d'embauche pour 1989-1990, 1990-1991 et 1991-1992; dépôt à l'OPHQ en avril 1993.</p> <p>Entente avec l'ORH pour assurer un meilleur suivi du PDEIPH; réception de l'évaluation 1989-1991 et données préliminaires pour 1991-1992;</p>	<p>Les systèmes d'information de gestion, même améliorés, ne fournissent les données complètes sur les résultats des programmes et des mesures en accès à l'égalité que quelques mois après la fin d'une année financière (le temps que soient entrées toutes les informations).</p> <p>Après la collecte de ces données, le SCT doit les valider, les analyser, les interpréter et rédiger les rapports qui en découlent. Les délais nécessaires à la réalisation de ces diverses étapes font en sorte que les rapports annuels déposés à l'Assemblée nationale couvrent l'année financière antérieure.</p> <p>Le SCT compte donner une rétro-information plus rapide et plus dynamique aux ministères et aux organismes tant en regard de l'accès à l'égalité que des autres dossiers en gestion des ressources humaines:</p> <ul style="list-style-type: none"> - profil ministériel qui sera acheminé annuellement à chaque ministère et organisme (principaux indicateurs en matière de gestion des ressources humaines);

**SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
(PROJET GÉRANIUM)**

Suite

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE S.C.T.	PRINCIPALES ACTIVITÉS DE SUIVI	REMARQUES
	<p><u>Ensemble des clientèles cibles</u></p> <p>Début de l'<u>harmonisation des programmes et mesures en accès à l'égalité</u> afin de concilier les objectifs de l'accès à l'égalité avec le contexte de compression de l'effectif. L'harmonisation s'inscrit dans la gestion de la diversité et vise à:</p> <ul style="list-style-type: none"> - responsabiliser les sous-ministres et dirigeantes et dirigeants d'organismes; - augmenter la marge de manoeuvre des ministères et des organismes dans le dossier de l'accès à l'égalité; - simplifier l'administratif; - alléger les méthodes d'instrumentation. <p><u>Développement d'indicateurs de suivi de gestion</u> permettant d'évaluer plus efficacement les mesures en accès à l'égalité actualisées dans les ministères et les organismes; ces indicateurs, moins nombreux, portent sur les résultats atteints plutôt que sur les moyens.</p>	<p>À venir:</p> <ul style="list-style-type: none"> - utilisation des indicateurs de gestion pour établir un palmarès des ministères et organismes en matière d'accès à l'égalité; - présentation périodique des résultats en accès à l'égalité au forum des sous-ministres.

SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
(PROJET GÉRANIUM)

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE S. C. T.	PRINCIPALES ACTIVITÉS DE SUIVI	REMARQUES
	<u>Mise en place de mécanismes assurant un suivi serré de l'application de l'article 53.</u>	Les ministères et les organismes doivent fournir au CT les raisons pour lesquelles ils ne choisissent pas une personne visée par des mesures d'accès à l'égalité dans les trente jours suivant une nomination.

**SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
(PROJET GÉRANIHUM)**

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE S.C.T.	PRINCIPALES ACTIVITÉS DE SUIVI	REMARQUES
<p>Information de gestion</p> <p>D'inciter davantage les responsables à lui fournir des informations exactes.</p>	<p>Depuis la publication du Rapport du Vérificateur général, les organisations ne se sont pas vues demander de bilan de gestion des ressources humaines, ce qui devrait être fait prochainement pour l'année 1992-1993. L'occasion ne s'est donc pas présentée de mettre les recommandations du Vérificateur général en pratique.</p> <p>Il importe cependant d'être conscient que les inexactitudes ne peuvent pas être nécessairement détectées facilement. Par conséquent, à défaut de procéder à une vérification sur place dans les organisations, il faut présumer que les informations transmises sont conformes à la réalité.</p> <p>Néanmoins, si des inexactitudes étaient détectées, il va sans dire que les organisations en cause seraient priées de corriger les informations transmises.</p>	<p>Un document de rétroinformation concernant un certain nombre de données recueillies dans le bilan de gestion sera bientôt envoyé aux ministères et organismes par le Secrétariat du Conseil du trésor (profil ministériel).</p> <p>Les ministères et organismes seront alors plus à même de voir l'utilité des bilans qu'ils doivent produire et alors plus enclins à fournir une information exacte.</p>